

L'arme secrète d'Israël contre le terrorisme est palestinienne



Fortement critiquées par la population palestinienne pour leur collaboration avec les forces de défense israéliennes, les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne ont largement participé à la réduction des violences commises par les Palestiniens à l'encontre des Israéliens ces derniers mois.

Avec David Elkaïm

Atlantico : Depuis le mois de décembre 2015, on constate une baisse significative du nombre de violences commises par des Palestiniens à l'encontre d'Israéliens, mais également du nombre de mouvements de protestation palestiniens. Quel rôle jouent exactement les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne (PASF) dans la lutte contre les violences commises par les Palestiniens, et plus généralement dans la stabilité régionale ? Comment sont-elles financées et entraînées ?

David Elkaïm : Pour comprendre la situation sécuritaire en Cisjordanie, il faut en revenir aux dispositions des accords d'Oslo, et plus précisément à l'**accord de Taba, signé le 28 septembre 1995**. En vertu de cet accord, la Cisjordanie est découpée en trois zones. Les six principales agglomérations - Bethléem, Jénine, Kalkiliya, Naplouse, Ramallah et Tulkarem - passent sous le contrôle exclusif de la police palestinienne (zone A) ; un système de supervision conjointe israélo-palestinienne est mis en place dans les districts ruraux (zone B) ; Israël conserve le contrôle sur les bases militaires, les implantations et les routes dites de contournement qui relient les implantations au territoire israélien en évitant les localités palestiniennes (zone C). Hébron, où 500 Israéliens vivent au cœur d'une ville peuplée de 130 000 Palestiniens, est dotée d'un statut particulier.

Il faut souligner deux points : d'abord, la zone C, c'est-à-dire les territoires sous contrôle israélien, représentent aujourd'hui environ 60% de la Cisjordanie ; ensuite, les Israéliens continuent d'intervenir dans la zone A, théoriquement sous contrôle palestinien exclusif. Ces interventions se font tantôt avec l'accord des forces palestiniennes de sécurité, tantôt sans leur accord. **Ces forces, qui représentent environ 30 000 membres, bénéficient d'une formation assurée via l'aide internationale**, qui représente la quasi-totalité des recettes de l'Autorité Palestinienne, dont le budget annuel est d'environ 5 milliards de dollars. **Officiellement, leur rôle est d'assurer l'ordre public mais aussi d'empêcher les attentats contre les implantations ou contre le territoire israélien**. Cela passe notamment par la lutte contre les réseaux du Hamas ou contre les tentatives d'infiltration d'al-Qaïda au sein de la population palestinienne. Le président Abbas a récemment déclaré que les forces palestiniennes ont empêché 200 attaques contre Israël ou les implantations.

La rupture de la coopération sécuritaire est brandie à intervalles réguliers par les Palestiniens mais ils ne l'ont jamais mise à exécution, notamment parce que cela aurait probablement pour conséquence la réoccupation de la zone A, et donc la fin de l'Autorité palestinienne.

Enfin, il faut souligner que depuis plusieurs mois, des discussions étaient en cours pour parvenir à un retour à la lettre des accords d'Oslo en mettant fin aux incursions israéliennes en zone A. **Selon les dernières informations en ma possession, ces**

négociations ont été rompues le 19 avril parce que les Israéliens proposaient de limiter l'accord à Jéricho et Ramallah et non à l'ensemble de la zone A, comme les Palestiniens l'exigent.

L'efficacité des forces de sécurité de l'Autorité palestinienne est due en grande partie à une coopération accrue avec les forces de défense israéliennes (IDF). Quelles sont les modalités de cette coopération sur le terrain ? Quels intérêts les forces de défense israéliennes (IDF) et les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne (PASF) partagent-elles ?

Depuis la fin de la deuxième Intifada et la mort de Yasser Arafat, l'Autorité palestinienne a clairement pris le parti de la coopération avec Israël, dans l'espoir d'en retirer des bénéfices politiques et économiques (aide internationale, réformes structurelles, croissance). Elle a clairement choisi de renoncer à la violence pour parvenir à la fin de l'occupation et à la création d'un Etat par la négociation.

La qualité de la coopération sécuritaire, qui est le pilier de cette politique, varie en fonction des relations avec le gouvernement israélien. Quand tout va bien, elle se passe à tous les niveaux, jusqu'aux autorités ministérielles. Elle prend la forme d'échange d'informations sur les activités des réseaux clandestins en Cisjordanie et d'arrestations d'activistes soupçonnés de préparer des attaques ou des actes terroristes. Les forces palestiniennes peuvent même faciliter les interventions des forces israéliennes en Cisjordanie quand elles sont jugées nécessaires.

Cette coopération est d'ailleurs fortement critiquée à l'intérieur de la société palestinienne: au-delà des opposants à tout compromis avec Israël, une part importante de la population lui reproche de trop collaborer avec l'occupant israélien, dont *de facto* elle sert les intérêts. La politique de "la porte de saloon" (*revolving door* en anglais), qui consiste à arrêter des activistes, à les relâcher discrètement pour mieux les livrer à la police israélienne, concentre les critiques. Enfin, **l'Autorité palestinienne ne résiste pas toujours à la tentation de se servir des forces de sécurité comme d'une police politique pour arrêter des opposants**, même lorsque leurs liens avec des actions violentes ne sont pas démontrés.

Cette efficacité des forces de sécurité de l'Autorité palestinienne ne pourrait-elle pas constituer un moyen de pression visant à faire valoir l'efficacité de l'Autorité palestinienne dans ses fonctions régaliennes, et donc à accéder à son indépendance ?

C'est ambigu. D'un côté, en effet, les Palestiniens veulent démontrer qu'ils ont fait des efforts pour construire des structures étatiques et qu'ils seraient capables d'assurer l'ordre et empêcher les attentats s'ils accédaient à l'indépendance. C'est aussi le cas sur le plan économique : plusieurs études ont montré que grâce au plan Fayyad, du nom de l'ancien Premier ministre, l'économie palestinienne pourrait se développer si l'occupation prenait fin. Mais, en sens inverse, plusieurs analystes israéliens et palestiniens - certains d'entre eux favorables à la création d'un Etat palestinien - soulignent que dans les faits, **la coopération sécuritaire et l'efficacité des forces de sécurité palestinienne permettent la perpétuation de l'occupation** : pendant que la police palestinienne s'emploie à arrêter les attaques et les attentats, le Gouvernement israélien peut tranquillement continuer à délivrer des permis de construire et poursuivre le grignotage du territoire palestinien, rendant la solution à deux Etats de plus en plus incertaine.

Au regard des critiques formulées par une très grande partie de la population palestinienne à l'encontre de cette coopération, accusant les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne d'être des "sous-traitants de l'occupation", n'y-a-t-il pas là la menace d'une explosion de tensions et violences sociales au sein de la population palestinienne ? Ces critiques ne constituent-elles pas un frein à l'action des forces de sécurité de l'Autorité palestinienne, et notamment de l'agence de Sécurité préventive, notamment en ce qui concerne la coopération sur le terrain avec les populations locales ?

Il est clair que, compte tenu du blocage des négociations, les tensions ne peuvent que s'accroître. C'est en cela que le Gouvernement israélien porte une responsabilité dans la montée du Hamas en Cisjordanie : même entre la mort d'Arafat (novembre 2004) et la victoire du Hamas aux législatives de janvier 2006, les Palestiniens qui, autour de Mahmoud Abbas, ont clairement renoncé à la violence, n'ont rien obtenu. Même le retrait de Gaza (septembre 2005) s'est fait de manière non concertée avec l'Autorité palestinienne, laissant le champ libre au Hamas et autres forces hostiles au compromis. A l'heure actuelle, c'est la même chose : de quels progrès Mahmoud Abbas, qu'il ne s'agit d'exonérer de tout reproche, peut-il se prévaloir devant la population palestinienne ? **Qu'est-ce qu'opter pour la négociation lui a permis d'obtenir ?** Il n'est pas étonnant que le Hamas et les autres mouvements prônant la violence progressent : ils ont beau jeu de rappeler qu'ils n'ont jamais cru qu'Israël évacuerait la Cisjordanie pour permettre la création d'un Etat palestinien.

Aujourd'hui, la population palestinienne oscille entre frustration et fatalisme : **frustration de voir l'occupation perdurer et fatalisme de constater que la perspective d'un Etat palestinien s'éloigne.** Pour l'instant, cela ne s'est pas transformé en une Intifada de grande ampleur, mais combien de temps cela va-t-il durer ?

A plusieurs reprises, lors des montées de violence entre Palestiniens et Israéliens en deuxième partie d'année 2015, Mahmoud Abbas et d'autres dirigeants du Fatah (le parti du président) se sont exprimés publiquement en faveur des actions perpétrées par certains Palestiniens morts "en martyrs" contre la force d'occupation israélienne. De telles déclarations ne viennent-elles pas saper l'action accomplie sur le terrain par les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne (PASF), ainsi que sa coopération avec les forces de défense israéliennes (IDF) ?

Il y a toute une littérature sur "l'enseignement de la haine" par l'Autorité palestinienne. Une partie est probablement vraie et, vraisemblablement, **il y a encore des passages dans les manuels scolaires et dans les programmes télévisés qui incitent à la violence, vantent les actes terroristes "martyrs"**, voire confinent à l'antisémitisme. Cela n'excuse rien mais il faut souligner qu'en Israël, les discours de haine, de négation du fait palestinien, ou carrément racistes, ne sont pas rares non plus, y compris dans la

bouche de membres du Gouvernement.

Heureusement, dans la société israélienne et dans la société palestinienne, il y a des ONGs qui tentent de promouvoir la coexistence. On en entend peu parler mais elles existent et permettent à des citoyens israéliens et palestiniens de se rencontrer et de discuter pour connaître la réalité quotidienne de "l'autre camp". Cela montre qu'une réconciliation est possible.

Lors de la Deuxième Intifada (2000-2005), nombreux ont été les officiers des forces de sécurité de l'Autorité palestinienne (PASF) à retourner leurs armes contre les militaires et civils israéliens. Il semblerait que lors des dernières montées de violences entre Palestiniens et Israéliens, cela n'ait pas été le cas. Qu'est-ce qui explique cette évolution ?

A diverses reprises, des membres de ces forces palestiniennes ont laissé faire ou même participé à des attaques et à des actes terroristes, en particulier pendant la deuxième Intifada (2000-2005). Mais il semble que ce ne soit pas le cas en ce moment, dans ce qu'on a appelé "l'Intifada des couteaux". D'abord, **probablement parce que les troupes sont mieux formées et plus professionnelles** ; ensuite, parce que les fonctionnaires de police palestiniens qui le feraient (et en réchapperaient) perdraient à coup sûr leur emploi, ce qui n'est pas sans risque compte tenu de la situation économique et du poids du secteur public dans l'économie palestinienne ; enfin, parce que, malgré la frustration que je décrivais plus haut, **les Palestiniens redoutent une nouvelle flambée de violence généralisée.**